

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 JUILLET 1921.

Projet de loi

déterminant l'état et la position des officiers de réserve et assimilés (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. BRUGMANN.

MESSIEURS,

La loi qui nous est présentée remplace la loi existante, du 18 avril 1905 sur les officiers de réserve, dont le rendement défectueux a été reconnu pendant la guerre.

Nous ne doutons pas que le projet dont nous allons commencer la discussion n'amène une notable amélioration sur le régime ancien. La Commission a jugé qu'il était nécessaire de stipuler dans la loi les avantages principaux qui seront accordés aux officiers de réserve.

Il n'y a pas d'observations à faire aux articles 1 et 2.

Au sujet de l'article 3, pour répondre à une question qui demandait une explication sur la phrase : « Le grade est distinct de l'emploi », il est bon de faire remarquer que l'article 3 est la reproduction de l'article 2 de la loi de 1905 (18 avril) sauf en un point ; c'est que dans cet article-ci il est fait une distinction nette entre le grade et la fonction exercée par l'officier.

L'ancien texte pouvait amener une certaine confusion.

Le présent article a pour but de marquer nettement la distinction qui existe entre la fonction qui peut être confiée à un officier et le grade qu'il occupe à l'Armée.

En cas de nécessité, le Ministre peut appeler à remplir les fonctions d'un grade supérieur un officier de grade inférieur, mais dont les qualités sont connues et qui lui permettront de remplir dignement son emploi.

Pas d'observations au sujet de l'article 4.

(1) Projet de loi, n° 285.

(2) Composition de la Commission : MM. Pirmez, président, Berloz, Brifaut, Brugmann, Buyt, Cocq, Crick, de Gérardon, Dony, du Bus de Warnaffe, Ernest, Hoen, Hubin, Huys-hauwer, Lampens, Mansart, Marek, Mathieu, Pastur, Vandemeulebroucke et Van Hoeck.

La Commission a désiré être fixée quant à la durée des rappels spécifiés à l'article 5.

Il lui a été répondu que l'avancement dans le cadre subalterne des officiers de réserve se fera après que ceux-ci auront satisfait à des rappels obligatoires successifs de quinze jours à un mois qui permettront aux autorités supérieures de juger si l'officier de réserve proposé à l'avancement est capable de remplir les fonctions afférentes au grade suivant.

Tout refus de se soumettre à un de ces rappels entraîne une perte de quatre mois dans l'avancement.

L'ensemble des rappels dont l'ensemble ne peut dépasser une durée de six mois s'entend pour la période pendant laquelle les officiers de réserve sont dans le cadre subalterne.

Dans le cadre supérieur, l'avancement se fera également après des rappels et des examens acceptés volontairement par l'officier de réserve désireux d'avoir de l'avancement.

ART. 6. — Pas d'observations.

ART. 7. — Pour plus de clarté la Commission propose de rédiger l'article comme suit :

« Les officiers de réserve sont en congé sans solde sauf pendant la durée de leur présence sous les armes au cours de laquelle ils perçoivent les émoluments prévus pour les officiers des cadres actifs de leur grade et de leur ancienneté ».

En outre, la Commission propose de déterminer, par une ajoute à l'article 7, le minimum des avantages accordés aux officiers de réserve.

Entre autres :

« 1° Indemnité unique de premier équipement, dont le montant sera déterminé par un arrêté royal pour les sous-officiers et assimilés et pour les officiers de réserve spécialistes.

« 2° Réduction de 50 p. c. sur les prix des tarifs fixés pour les transports par chemin de fer.

« 3° Admission, moyennant versement d'une indemnité, à déterminer par arrêté royal, aux services médicaux et pharmaceutiques de l'Armée.

« 4° Autorisation de se ravitailler aux divers magasins et établissements de l'Armée ».

Pour les articles subséquents, il n'y a pas lieu de modifier la loi proposée.

La Commission fait cependant remarquer, à propos de l'article 11 :

Dans l'Exposé des motifs, le Ministre précise que cette disposition ne s'applique qu'à une situation transitoire.

La Commission estime que Monsieur le Ministre devrait préciser à la Chambre qu'il n'a pas l'intention d'admettre dans ce cadre spécial en cas de guerre avec des grades d'officiers supérieurs, voire d'officiers généraux, des personnes civiles qui n'auront pas, dès le temps de paix, répondu à l'appel du Roi.

L'article 8 stipule que, après leur temps de service, certains miliciens se

trouvant dans les conditions voulues peuvent être astreints à faire partie du cadre des officiers de réserve.

La Commission ne se rallie point à cette obligation et propose la suppression des mots « *est as'reint* ».

Le deuxième alinéa de l'article 8 serait rédigé :

« Les miliciens volontaires et rengagés remplissant certaines conditions à déterminer par le Roi, peuvent, après avoir accompli le temps de service actif normal qui leur est imposé par la loi de milice ou qui résulte de leur acte d'engagement, faire partie du cadre des officiers de réserve pour une durée qui ne sera pas inférieure à celle de leur terme de milice. »

La Commission propose un article additionnel 8^{bis} au sujet de l'emploi des langues.

Les officiers de réserve devront désormais passer un examen dans les deux langues comprenant :

- 1° une version ;
- 2° un thème ;
- 3° une rédaction ;
- 4° une conversation sur la vie du soldat.

Cet examen sera de la force des connaissances exigées dans la troisième classe de l'enseignement des Athénées.

L'article 12 fixe que même dans ce cas leur nomination ne pourra se faire qu'après deux ans de grade de sous-officier, pour ne pas désavantager les volontaires de carrière qui doivent, eux, faire au minimum deux ans de service effectif comme sous-officiers.

A propos de l'article 14, il reste entendu que, préalablement à la remise du rapport de M. le Ministre de la Défense Nationale, l'officier incriminé serait autorisé à faire valoir tous ses moyens de défense.

La Commission fait remarquer que l'article 13 prévoit la déchéance (mesure disciplinaire) tandis que l'article 14 ne s'occupe que de la démission (mesure n'entachant pas l'honneur de l'inculpé).

Pendant la discussion, la Commission s'est demandé s'il ne fallait pas, au cours de cette loi, s'occuper des auditeurs militaires.

Cette question étant d'ordre judiciaire, ne peut être traitée dans une loi d'organisation militaire.

La Commission émet le vœu que, dans cet ordre d'idées, une entente se fasse entre le Département de la Justice et le Département de la Défense Nationale et que la question soit entièrement résolue sous peu.

Sous réserve de ces diverses remarques, la Commission demande de bien vouloir donner un accueil favorable à cette loi et de la voter le plus rapidement possible.

Le Rapporteur,

F. BRUGMANN.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.



Amendements
proposés par la Commission.

ART. 7.

Rédiger comme suit le premier alinéa :

Les officiers de réserve sont en congé sans solde sauf pendant la durée de leur présence sous les armes au cours de laquelle ils perçoivent les émoluments prévus pour les officiers des cadres actifs de leur grade et de leur ancienneté.

Compléter l'article comme suit :

Entre autres :

1° *Indemnité de premier équipement, dont le montant sera déterminé par un arrêté royal pour les sous-officiers et assimilés et pour les officiers de réserve spécialistes.*

2° *Réduction de cinquante pour cent sur les prix des tarifs fixés pour les transports par chemin de fer.*

3° *Admission, moyennant versement d'une indemnité, à déterminer par arrêté royal, aux services médicaux et pharmaceutiques de l'armée.*

4° *Autorisation de se ravitailler aux divers magasins et établissements de l'armée.*

ART. 8.

Rédiger comme suit le 2° alinéa :

« Les miliciens volontaires et ren-

Amendementen
voorgesteld door de Commissie.

ART. 7.

Lid 1 te doen luiden :

De reserve-officieren zijn met verlof zonder soldij, behalve onder den duur van hunnen dienst onder de wapens; zij trekken voor dien tijd de uitkeeringen voorzien voor de officieren der actieve kaders van hunnen graad en dienstouderdom.

Dit artikel aan te vullen als volgt :

Onder andere :

1° *Vergoeding voor eerste uitrusting, waarvan het bedrag bij Koninklijk besluit wordt bepaald voor de onderofficieren en de met dezen gelijkgestellten, alsmede voor de reserve-vakofficieren;*

2° *Vermindering van vijftig ten honderd op de prijzen der tarieven, voor het vervoer per spoor vastgesteld;*

3° *Toelating, mits storting eener bij Koninklijk besluit te bepalen vergoeding, tot de genees- en artsenkundige diensten van het leger;*

4° *Machtiging om aankopen te doen in de onderscheidene magazijnen en inrichtingen van het leger.*

ART. 8.

Lid 2 te doen luiden :

« De miliciens, vrijwilligers en

gagés remplissant certaines conditions à déterminer par le Roi peuvent, après avoir accompli le temps de service actif normal qui leur est imposé par la loi de milice ou qui résulte de leur acte d'engagement, faire partie du cadre des officiers de réserve *pour une durée qui ne sera pas inférieure à celle de leur terme de milice.* »

ART. 8^{bis} (nouveau).

Les officiers de réserve devront désormais passer un examen dans les deux langues, comportant :

- 1° *Une version ;*
- 2° *Un thème ;*
- 3° *Une rédaction ;*
- 4° *Une conversation sur la vie du soldat.*

Cet examen sera de la force des connaissances exigées dans la troisième classe de l'enseignement des Athénées.

opnieuw dienenden, die in zekere door den Koning te bepalen gevallen verkeerden, kunnen, wanneer hun gewone werkelijke dienstdtijd, door de wet opgelegd of waartoe zij gehouden zijn krachtens hunne dienstnemingsakte, uit is, er toe verplicht worden deel uit te maken van het kader der reserve-officieren voor een duur, ten minste even lang als hun militietermijn. »

ART. 8^{bis} (nieuw).

De reserve-officieren moeten voortaan een examen afleggen in de twee talen over :

- 1° *Eene vertaling in de moedertaal ;*
- 2° *Eene vertaling van de moedertaal ;*
- 3° *Een opstel ;*
- 4° *Een gesprek over het soldatenleven.*

De moeilijkheid van dit examen moet in verhouding zijn met de kennis vereischt in de derde klas der Athenæa.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 JULI 1924.

Wetsvoorstel

tot vaststelling van den staat en den stand der reserve-officieren
en gelijkgestelden (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BRUGMANN.

MIJNE HEEREN,

De wet, die ons is voorgelegd, vervangt de bestaande wet van 18 April 1905 op de reserve-officieren, die tijdens den oorlog door iedereen als onvoldoende werd erkend.

Wij twifelen er niet aan, of het ontwerp, dat wij gaan behandelen, zal eene merklijke verbetering van het vroegere stelsel medebrengen. De Commissie oordeelde het noodig, in de wet de bijzonderste voordeelen te bepalen, die aan de reserve-officieren zullen toegekend worden.

Er zijn geen opmerkingen te maken over de artikelen 1 en 2.

Bij artikel 3, toen gevraagd werd naar eene nadere verklaring van de woorden : « De graad is onafhankelijk van de betrekking », werd er op gewezen, dat artikel 3 hetzelfde is als artikel 2 der wet van 18 April 1905, uitgenomen op één punt : in het onderhavig artikel wordt er duidelijk onderscheid gemaakt tusschen den graad en het ambt, door den officier uitgeoefend.

De vroegere tekst kon leiden tot eene zekere verwarring.

Het nieuwe artikel wil duidelijk het onderscheid vestigen tusschen het ambt, dat aan een officier wordt toevertrouwd, en den graad, dien hij in het leger bekleedt.

(1) Wetsvoorstel, nr 285.

(2) Samenstelling van de *Commissie*: de heeren Pirmez, voorzitter, Berloz, Brifaut, Brugmann, Buyl, Cocq, Crick, de Gérardon, Dony, du Bus de Warnaffe, Ernest, Hoen, Hubin, Huyshauwer, Lampens, Mansart, Marck, Mathieu, Pastur, Vandemeulebroucke en Van Hoeck.

Desnoods kan de Minister een officier van lagere graad aanwijzen om een ambt van hooger graad te vervullen, wanneer de bekwaamheid van dien officier is gekend en hem in staat stelt dit ambt op waardige wijze uit te oefenen.

Geene aanmerkingen bij artikel 4.

De Commissie wenschte nadere toelichting te bekomen betreffende het onder de wapens terugroepen, dat geregeld wordt in artikel 5.

Zij kreeg als antwoord dat de bevordering in het lagere kader der reserve-officieren zal geschieden nadat zij zullen voldaan hebben aan de achtereenvolgende verplichte terugroepingen van veertien dagen tot ééne maand, die de hoogere overheid moeten in staat stellen te oordeelen of de reserve-officier, die voorgesteld wordt tot bevordering, bekwaam is om het ambt te vervullen, dat aan den volgenden graad is verbonden.

Telkens als hij weigert zich aan een van die terugroepingen te onderwerpen, brengt dit eene vertraging mede van vier maanden in zijne bevordering.

Al de terugroepingen, die gezamenlijk den duur van zes maanden niet mogen overschrijden, moeten vallen binnen de tijdruimte, gedurende dewelke de reserve-officieren tot het lagere kader behooren.

In het hoogere kader zal de bevordering eveneens geschieden na terugroepingen en examens, vrijwillig aangenomen door den reserve-officier die bevordering wil bekomen.

Art. 6. — Geen aanmerkingen.

Art. 7. — Voor meer klaarheid stelt de Commissie voor, het artikel te doen luiden :

« De reserve-officieren zijn met verlof zonder soldij, behalve onder den
» duur van hunnen dienst onder de wapens; zij trekken voor dien tijd de
» uitkeeringen voorzien voor de officieren der actieve kaders van hunnen
» graad en dienstouderdom. »

Bovendien stelde de Commissie voor, aan artikel 7 de bepaling toe te voegen van het minimum der voordeelen, aan de reserve-officieren verleend.

Onder andere :

« 1^o Vergoeding voor eerste uitrusting, waarvan het bedrag bij Konink-
» lijk besluit wordt bepaald voor de onderofficieren en de met dezen
» gelijkgestellten, alsmede voor de reserve-vakofficieren;

« 2^o Vermindering van vijftig ten honderd op de prijzen der tarieven,
» voor het vervoer per spoor vastgesteld;

« 3^o Toelating, mits storting eener bij Koninklijk besluit te bepalen
» vergoeding, tot de genees- en artseneijkundige diensten van het leger;

« 4^o Machtiging om aankopen te doen in de onderscheidene magazijnen
» en inrichtingen van het leger. »

In de volgende artikelen dient de voorgestelde tekst niet gewijzigd te worden.

Bij artikel 11 doet de Commissie nochtans het volgende opmerken :

In de Memorie van Toelichting zegt de Minister dat deze bepaling enkel geldt voor een overgangstoestand.

De Commissie meent dat de Minister voor de Kamer zou moeten verduidelijken dat hij niet voornemens is, in geval van oorlog, in dit bijzonder kader, met de graden van hoögere officieren, zelfs van officieren-generaal, burgers op te nemen, die in vredestijd den oproep van den Koning niet hebben beantwoord.

Artikel 8 bepaalt dat sommige militieplichtigen, die na hun diensttijd aan de gestelde vereischten voldoen, kunnen verplicht worden, deel uit te maken van het kader der reserve-officieren.

De Commissie sluit zich niet aan bij deze verplichting; zij stelt voor, de woorden « *er toe verplicht worden... te...* » te doen wegvallen.

Lid 2 van artikel 8 zou luiden :

« De militieplichtigen, vrijwilligers en opnieuw dienenden, die in zekere door den Koning te bepalen gevallen verkeerén, kunnen, wanneer de gewone werkelijke diensttijd, door de wet opgelegd of waartoe zij gehouden zijn krachtens hunne dienstnemingsakte, uit is, deel uitmaken van het kader der reserve-officieren voor een duur, ten minste even lang als hun militie-termijn. »

De Commissie stelt voor, een artikel 8^{bis} toe te voegen betreffende het gebruik der talen :

« De reserve-officieren moeten voortaan een examen afleggen in de twee talen over :

- » 1° Eene vertaling in de moedertaal ;
- » 2° Eene vertaling van de moedertaal ;
- » 3° Een opstel ;
- » 4° Een gesprek over het soldatenleven.

» De moeilijkheid van dit examen moet in verhouding zijn met de kennis vereischt in de derde klas der Athenca. »

Artikel 12 bepaalt dat, zelfs in dit geval, hunne benoeming slechts zal gedaan worden na twee jaar onderofficier te zijn geweest, om de beroepsvrijwilligers, die minstens twee jaar werkelijken dienst van onderofficier moeten doen, niet in het nadeel te stellen.

Wat betreft artikel 14, blijft het wel verstaan dat, vóór de overmaking van het verslag van den Minister van Landsverdediging, de in beschuldiging gestelde officier gemachtigd zal zijn al zijne middelen ter verdediging te doen gelden.

De Commissie doet opmerken dat, in artikel 13, de afzetting (tuchtmaatregel) voorzien wordt, en dat artikel 14 enkel handelt over de ontslagneming (maatregel die niet de eer aanraakt van den beschuldigde).

Bij de behandeling heeft de Commissie zich afgevraagd of bij deze wet de quaestie der krijgsauditeurs niet diende geregeld te worden.

Daar dit echter een vraagstuk van rechterlijken aard is, kan het niet behandeld worden in eene wet van militaire organisatie

De Commissie drukt den wensch uit, dat er om die reden eene overeenkomst zou getroffen worden tusschen het Departement van Justitie en dit

van Landsverdediging, en dat het vraagstuk kortelings zou opgelost worden.

Onder voorbehoud van deze enkele opmerkingen verzoekt de Commissie u, dit wetsontwerp gunstig te onthalen en het zoodra mogelijk te willen goedkeuren.

De Verslaggever,

F. BRUGMANN.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.



Amendements
proposés par la Commission.

ART. 7.

Rédiger comme suit le premier alinéa :

Les officiers de réserve sont en congé sans solde sauf pendant la durée de leur présence sous les armes au cours de laquelle ils perçoivent les émoluments prévus pour les officiers des cadres actifs de leur grade et de leur ancienneté.

Compléter l'article comme suit :

Entre autres :

1° *Indemnité de premier équipement, dont le montant sera déterminé par un arrêté royal pour les sous-officiers et assimilés et pour les officiers de réserve spécialistes.*

2° *Réduction de cinquante pour cent sur les prix des tarifs fixés pour les transports par chemin de fer.*

3° *Admission, moyennant versement d'une indemnité, à déterminer par arrêté royal, aux services médicaux et pharmaceutiques de l'armée.*

4° *Autorisation de se ravitailler aux divers magasins et établissements de l'armée.*

ART. 8.

Rédiger comme suit le 2° alinéa :

« Les miliciens volontaires et ren-

Amendementen
voorgesteld door de Commissie.

ART. 7.

Lid 1 te doen luiden :

De reserve-officieren zijn met verlof zonder soldij, behalve onder den duur van hunnen dienst onder de wapens; zij trekken voor dien tijd de uitkeeringen voorzien voor de officieren der actieve kaders van hunnen graad en dienstouderdom.

Dit artikel aan te vullen als volgt :

Onder andere :

1° *Vergoeding voor eerste uitrusting, waarvan het bedrag bij Koninklijk besluit wordt bepaald voor de onderofficieren en de met dezen gelijkgestellten, alsmede voor de reserve-vakofficieren;*

2° *Vermindering van vijftig ten honderd op de prijzen der tarieven, voor het vervoer per spoor vastgesteld;*

3° *Toelating, mits storting eener bij Koninklijk besluit te bepalen vergoeding, tot de genees- en artsenkundige diensten van het leger;*

4° *Machtiging om aankopen te doen in de onderscheidene magazijnen en inrichtingen van het leger.*

ART. 8.

Lid 2 te doen luiden :

« De militieplichtigen, vrijwilligers

gagés remplissant certaines conditions à déterminer par le Roi peuvent, après avoir accompli le temps de service actif normal qui leur est imposé par la loi de milice ou qui résulte de leur acte d'engagement, faire partie du cadre des officiers de réserve pour une durée qui ne sera pas inférieure à celle de leur terme de milice. »

ART. 8^{bis} (nouveau).

Les officiers de réserve devront désormais passer un examen dans les deux langues, comportant :

1° *Une version ;*

2° *Un thème ;*

3° *Une rédaction ;*

4° *Une conversation sur la vie du soldat.*

Cet examen sera de la force des connaissances exigées dans la troisième classe de l'enseignement des Athénées.

en opnieuw dienenden, die in zekere door den Koning te bepalen gevallen verkeerén, kunnen, wanneer de gewone werkelijke dienstdi, door de wet opgelegd of waartoe zij gehouden zijn krachtens hunne dienstnemingsakte, uit is, deel uitmaken van het kader der reserve-officieren voor een duur, ten minste even lang als hun militietermijn. »

ART. 8^{bis} (nieuw).

De reserve-officieren moeten voortaan een examen afleggen in de twee talen over :

1° *Eene vertaling in de moedertaal ;*

2° *Eene vertaling van de moedertaal ;*

3° *Een opstel ;*

4° *Een gesprek over het soldatenleven.*

De moeilijkheid van dit examen moet in verhouding zijn met de kennis vereischt in de derde klas der Atheneea.